

GAGNER PLUS ET SAUVER LE CLIMAT



Une énergie plus chère mais
des revenus plus élevés

JOSEPH SAVÈS

nosutopies.fr

GAGNER PLUS ET SAUVER LE CLIMAT

Introduction (p. 2)

Notre mode de vie en question (p. 9)

Illusions techniciennes (p. 15)

La guerre façon Churchill (p. 21)

Une taxe bienvenue sur les énergies (p. 24)

La vraie ville, la ville sans automobiles (p. 32)

Agir pour une vie plus humaine (p. 37)

Annexe : le réchauffement climatique (p. 44)

Annexe : la faute aux bébés ? (p. 48)

GAGNER PLUS ET SAUVER LE CLIMAT

Introduction : une énergie plus chère mais des revenus plus élevés

Toutes les mesures en faveur de l'écologie ont leur utilité mais elles resteront vaines aussi longtemps que l'énergie sera accessible à bas prix. Peu de gens sont en effet disposés à s'orienter vers des solutions plus sobres en énergie si cela leur fait perdre de l'argent.

Si surprenant que cela paraisse, les énergies fossiles (pétrole, charbon, gaz) coûtent deux fois moins qu'en 1970 en proportion de nos revenus. C'est pourquoi nous privilégions en toutes choses les solutions les plus énergivores, avec pour conséquence le réchauffement climatique.

La tendance peut être renversée en augmentant fortement le prix des énergies mais sans qu'il ne nous en coûte rien ! C'est possible dans le respect de l'économie de marché, de la démocratie et de la liberté individuelle, en préservant la croissance économique et en améliorant le bien-être de chacun !

Jamais les humains n'ont aussi bien vécu que vous et moi aujourd'hui ! Nourriture variée et surabondante, soins quasi-gratuits, loisirs innombrables, déplacements à bas coût... Nous ne sommes pas prêts à sacrifier ce confort et c'est pourquoi nous restons si timorés face au réchauffement climatique, en dépit de ses manifestations plus fréquentes et plus graves d'année en année : sécheresses, canicules, incendies, inondations, éboulements de terrains, fonte des glaces, recul des glaciers etc. Idem pour les autres maux qui affectent notre environnement : menaces sur la biodiversité, dégradation des sols, villes polluées etc. Ils sont le prix dont nous payons notre confort.

Notre mode de vie, premier responsable

Nous voudrions nous convaincre qu'il suffit de quelques gestes appropriés pour tout arranger : trier nos déchets, nous équiper de panneaux photovoltaïques et de voitures électriques, voire pétitionner, mais nous savons au fond de nous-mêmes que le mal est plus profond et de nature politique. Il tient à nos choix sociétaux et ne peut se résoudre que par une action collective et non par l'addition de bonnes volontés individuelles.

Ce mal dérive d'un choix de société qui a émergé au XIXe siècle aux États-Unis. Convaincus d'avoir affaire à une Nature inépuisable, les Américains ont tourné le dos à la gestion parcimonieuse des ressources naturelles, comme la pratiquaient autrefois les paysans d'Europe et d'Asie. Ils ont associé la prédation façon chasseurs-cueilleurs du Paléolithique aux moyens techniques de l'ère industrielle, d'une capacité de destruction sans précédent.

Cet *american way of life* a conduit au développement de villes tentaculaires dévoreuses d'espace, avec des maisons remplies d'électroménager et une à deux voitures devant chaque

porte. Depuis 1945, ce mode de vie n'est plus la propriété exclusive des Américains. Il fait aussi le bonheur d'une fraction croissante des Occidentaux et commence à séduire les populations d'Extrême-Orient et du sous-continent indien en dépit de densités humaines très élevées qui le rendent particulièrement inapproprié à ces régions.

Cela dit, nous comprenons bien que ce mode de vie n'est pas généralisable à l'ensemble de l'humanité. Il supposerait pour le moins cinq milliards de voitures, soit cinq fois plus qu'aujourd'hui, avec les surfaces bitumées correspondantes ! Il n'est pas non plus durable. Le réchauffement climatique, plus rapide et violent que prévu, fait déjà sentir ses effets sur nos corps, nos sens et notre cadre de vie : villes transformées en fournaies, forêts en flammes, maladies respiratoires¹.

Panne d'imagination et de courage

Ne voulant pas remettre en cause des choix sociétaux qui font leur popularité, les gouvernants entretiennent la croyance en des énergies « *renouvelables* » qui rendraient « *éco-compatibles* » la multiplication des automobiles, l'artificialisation des sols, l'explosion du trafic aérien et maritime etc. Mais pour l'heure, ces énergies intermittentes fournies par le vent ou le soleil sont encore [très loin de la maturité](#) et contribuent au réchauffement climatique et à la dégradation des ressources naturelles plus qu'elles n'y remédient !

Les entrepreneurs, quant à eux, restent fidèles à un raisonnement qui a fait leur fortune mais détruit les équilibres naturels. Ils proposent de remédier à ces déséquilibres par de nouveaux investissements dans la science et la technologie. Mais devons-nous nous féliciter du remplacement prochain des abeilles par des pollinisateurs artificiels ? Le développement des techniques de PMA (procréation médicalement assistée) va-t-il compenser les effets ravageurs des perturbateurs endocriniens et des particules fines sur la fertilité humaine ?...

Ils proposent aussi à chacun de s'adapter à la hausse des températures : climatiseurs, isolation thermique, véhicules électriques etc. C'est autant de nouveaux marchés et de profits en perspective. C'est aussi autant de ressources et de travail détournés de l'amélioration de notre bien-être (santé, éducation, loisirs, nourriture, logement...) pour simplement limiter le mal-être induit par le réchauffement climatique, tant au niveau individuel qu'au niveau collectif !

- Menaces sur la démocratie et la solidarité :

Les cités les plus riches de la planète n'auront pas trop de mal à trouver les ressources nécessaires à cela. C'est déjà le cas à Singapour où l'on érige à prix d'or des immeubles adaptés aux nouvelles conditions climatiques. Mais il en ira autrement dans les grands pays où les classes populaires ne supporteront pas la dégradation programmée de leurs conditions d'existence pour donner aux classes supérieures les moyens d'améliorer les leurs : d'un côté,

¹ Fuite en avant

D'ores et déjà, nous payons d'un lourd tribut nos avantages matériels : *burn-out* au travail, éclatement des structures familiales, nouvelles inégalités. Une bonne part de ces phénomènes sont induits par la perte de sens de nos vies et de notre travail. Nous sommes entraînés dans une fuite en avant par la peur de dégringoler l'échelle sociale et nous acceptons pour cela des activités davantage tournées vers l'accumulation de profits que la satisfaction de nos semblables. Nous nous exténuons à produire, distribuer et promouvoir des biens et services à l'utilité discutable et nous en perdons le mobile premier de tous les êtres vivants : transmettre la vie et la beauté que nous avons reçus en héritage.

Plus gravement, notre mode de vie en vient aujourd'hui à générer plus d'inconvénients que de gains : l'espérance de vie commence à reculer aux États-Unis et dans quelques autres pays « *avancés* » (du jamais vu depuis 200 ans) ; l'alimentation est source de nouvelles épidémies comme l'obésité ; l'agro-industrie et la pollution urbaine affectent nos organismes (asthme, diminution des spermatozoïdes...) ; les transports urbains et la compétition pour l'emploi sont sources de stress et ne nous laissent plus le temps de nous divertir et aimer ; nos campagnes et nos villes façonnées par quarante générations deviennent des capharnaüms où la laideur le dispute à l'insignifiance. Et ne parlons pas des dégâts sociaux et environnementaux causés dans les pays fragiles qui n'ont pas su prendre le train en marche (Afrique, Asie du sud, Amérique latine...).

accroissement de la charge fiscale et réduction des services publics ; de l'autre, verdissement des métropoles, électrification des transports...

Provoqué par une augmentation de taxe sur le carburant automobile, le mouvement des *Gilets jaunes* en France, en novembre 2018, a donné un premier aperçu des tensions sociales et politiques sur lesquelles risquent de déboucher les enjeux climatiques. À voir la violence avec laquelle a réagi le gouvernement français, on peut penser que la démocratie ne sera bientôt plus que l'habillage cosmétique d'une dictature destinée à préserver le bien-être de l'oligarchie dans une société condamnée à l'appauvrissement.

Empêtrés dans nos habitudes de confort et aveuglés par nos présupposés politiques (il ne faudrait pas que des entraves au tout-automobile, au tout-aérien ou à la consommation de masse entravent « *la croissance* », « *les emplois* », « *le tiers monde* » !), nous n'imaginons même plus d'alternative à notre mode de vie.

Au mieux, nous nous donnons bonne conscience avec des actions individuelles et nous voulons croire que la science et la technique remédieront miraculeusement aux maux dont elles ont été l'agent. Mais le réchauffement climatique est déjà à l'œuvre et la reconversion des technologies est encore pour l'essentiel au stade du laboratoire.

- Faux alibi du trop de naissances :

Au pire, nous voudrions nous convaincre qu'une nouvelle baisse de la natalité soulagera la planète. **Double illusion** :

- D'une part, au train où vont les choses, notre planète aura le temps de mourir bien avant que notre infécondité ne produise ses effets. Les pollueurs potentiels de 2060 sont en effet déjà nés...
- D'autre part, par un singulier paradoxe, les habitants des pays les plus développés (Amérique, Europe, Extrême-Orient) polluent davantage d'année en année à mesure qu'ils font moins d'enfants. À revenu égal, en effet, un couple sans enfant a généralement un « *bilan carbone* » plus calamiteux qu'une famille de trois ou quatre enfants. C'est aussi le cas de nombreux retraités aisés car, nous le verrons, une énergie trop peu chère incite les personnes bénéficiant de revenus et de loisirs en surnombre à multiplier les croisières et les voyages à l'autre bout du monde !

Soulignons encore cette vérité d'évidence que nous persistons à ne pas voir : c'est notre mode de vie qui est en cause dans le réchauffement climatique et rien d'autre. La preuve :

- Si, par un tour de magie, disparaissaient les deux milliards d'humains qui ont accès à ce mode de vie ou sont en passe d'y accéder (Occident, mer de Chine, quelques régions de l'Asie du Sud), le réchauffement climatique serait immédiatement stoppé car l'industrie automobile, l'aéronautique et l'agro-industrie qui en sont la cause principale s'effondreraient en volume d'au moins 90%.
- Si disparaissaient par contre les six autres milliards d'humains, le réchauffement climatique se poursuivrait au même rythme avec les deux milliards de survivants... et même plus vite du fait que les survivants auraient l'impression, comme au début de la révolution industrielle, d'avoir un monde sans bornes² !

² Le scénario du pire

Sans un retournement encore incertain, la situation qui se profile à l'horizon du prochain siècle paraît sombre avec la conjugaison de trois phénomènes majeurs : choc démographique, hausse des températures et crise des ressources :

- Dans un premier temps, la compétition pour des ressources plus rares et plus coûteuses entraînera guerres sociales et dictature des oligarchies. Elle pourrait conduire celles-ci à créer des îlots de bien-être et des bulles climatisées hors-sol, soit dans des cités-États comme Singapour, soit sur des îles flottantes artificielles dans les zones océaniques de faible profondeur... Le film de science-fiction *Soleil vert* (Richard Fleischer, 1973) reflète assez bien ce scénario !
- Avec 1 à 1,5 enfants par femme, les populations « *blanches* » et « *jaunes* » des pays développés sont appelées à très fortement diminuer et se marginaliser, cependant qu'avec 4 à 6 enfants par femme, les populations

À la racine du drame climatique : une énergie devenue trop bon marché

Revenons au réchauffement climatique : pour le combattre, il faut d'abord le comprendre et identifier sans faux semblant les facteurs qui en sont à l'origine. Il n'y a plus de doute là-dessus : l'atmosphère se réchauffe du fait de la combustion des énergies fossiles (charbon, pétrole, gaz, schistes bitumineux...) qui ont été emmagasinées dans le sous-sol il y a quelques dizaines de millions d'années, bien avant l'apparition de l'Homme ; depuis deux siècles, nous extrayons ces énergies avec des techniques toujours plus performantes pour combler nos besoins en tous genres.

Nous en sommes arrivés à dépendre dans tous les moments de notre existence de ces énergies : déplacements personnels, transports de marchandises, agro-industrie, biens de consommation... Ce n'est pas le fruit d'une fatalité mais d'un choix collectif.

En effet, depuis cinquante ans, le prix de l'énergie (carburants, fioul, électricité...) a plus ou moins *diminué de moitié* en valeur réelle par rapport à l'évolution générale des prix et des salaires, comme nous le verrons plus loin avec les relevés de l'INSEE.

Par exemple, le litre de super est passé de 1,1 francs en 1970 à 1,5 euros en 2019, soit une multiplication par 9, tandis que dans le même temps, le SMIC horaire est passé de 3,3 francs à 10 euros, soit une multiplication par 20. En d'autres termes, le carburant auto a augmenté deux fois moins vite que le SMIC (salaire minimum). Cela surprendra tout un chacun car, par un travers très humain, nous nous plaignons régulièrement des prix qui augmentent mais ne voyons pas les salaires qui augmentent aussi !

Cette énergie toujours plus abondante et de moins en moins chère, en dépit des « *chocs pétroliers* » de 1973 et 1978, est à l'origine de notre addiction aux produits et services les plus énergivores.

Au début, il y a cinquante ans, c'était un bonheur et un privilège de pouvoir s'équiper d'une voiture. Le gouvernement a voulu étendre ce bonheur et ce privilège à toute la population. Il y a été encouragé par les industriels qui y ont vu avec raison l'ouverture de marchés illimités. C'est ainsi que toutes nos existences se sont organisées autour de l'automobile et de l'énergie bon marché. Nous en sommes devenus dépendants et le bonheur s'est transformé en contrainte.

Imaginez où nous en serions si le prix de l'énergie était resté ce qu'il était en 1970 avec un prix du carburant, du fioul et de l'électricité au moins deux fois plus élevé qu'il n'est aujourd'hui ! Imaginez le litre de super à 3,25 euros, autrement dit au *même prix relatif* qu'en 1970 ! Nous ne vivrions pas moins bien mais nous serions organisés très différemment, avec une prime à la proximité et à la sobriété énergétique : villes et villages plus resserrés, agriculture raisonnée, recours limité à l'avion et à la voiture, échanges intercontinentaux réduits au nécessaire... Comme nous ne manquerons pas de le montrer plus loin, il y a en effet mille et une façons d'entretenir la croissance économique et améliorer le bien-être de chacun sans pour autant détruire les ressources naturelles, brûler les énergies fossiles et piller les régions les plus pauvres de la planète.

« *noires* » d'Afrique doublent et doubleront tous les quarante à cinquante ans au moins jusqu'au XXI^e siècle. Elles constituaient 7% de l'humanité en 1950 et en constitueront 40% vers 2100 avec 4 milliards d'individus (hypothèse moyenne des Nations Unis). Ces populations noires, restées en marge de l'*american way of life*, pourraient être alors conduites à réinventer une nouvelle civilisation ou une nouvelle humanité.

- À terme, la hausse des températures pourrait rendre la vie insupportable aux êtres humains sur une grande partie des terres émergées (125 millions de km²). On peut toutefois penser que 10 à 20 millions de km² demeureront habitables (Sibérie, hauts plateaux africains et andins, bassin du Congo...). C'est assez pour dix milliards d'êtres humains vivant sobrement en se gardant de reproduire nos erreurs.

Ce scénario s'inscrit de manière logique dans le prolongement des tendances de ces dernières décennies. Est-ce bien cela que nous voulons ? Ne vaut-il pas la peine, tant qu'il en est encore temps, de renverser la table du festin, où se gavent les auteurs de ce film d'horreur ?

Au lieu de cela, la diminution du prix relatif de l'énergie, d'année en année, exerce une pression irrésistible en faveur des solutions les plus énergivores. C'est un pousse-au-crime qui encourage la surconsommation et les gaspillages et que rien ne justifie. Non seulement les gouvernements sont complices de la baisse tendancielle du prix de l'énergie qui sert les milieux d'affaires et calme les colères populaires mais ils mènent aussi des politiques publiques qui favorisent l'extension indéfinie des villes, l'agro-industrie prédatrice et la délocalisation des activités.

Il ne faut pas attendre de miracle du côté des énergies « *renouvelables* » (éoliennes, solaire, nucléaire...) pour une raison simplement économique. Déjouant tous les pronostics, les énergies fossiles (charbon, pétrole, gaz) se révèlent encore très abondantes et leur prix n'en finit pas de baisser avec un baril de pétrole aux environs de 60 dollars en 2019 (140 dollars en 2008). Aussi longtemps que l'on en sera là, il est impossible que les nouvelles énergies se substituent à elles. Ces nouvelles énergies ont en effet des coûts de développement et de production encore très élevés qui ne leur permettent pas de les concurrencer (à l'exception peut-être du nucléaire !).

Autrement dit, tout en affichant leur préférence pour les énergies dites « *renouvelables* », les États comme les particuliers et les entreprises sont logiquement amenés à privilégier les énergies fossiles. Ce choix est conforme à leur intérêt à court terme et au penchant de chacun à choisir la facilité.

Il n'y a dans ce contexte que deux manières de détourner particuliers et entreprises des énergies fossiles :

- Convaincre chacun de renoncer à des solutions plus avantageuses par civisme et dévouement à l'intérêt général, mais c'est se faire beaucoup d'illusions sur la nature humaine et sur nous-mêmes : dans le besoin et l'urgence, chacun trouve toujours de « *bonnes* » raisons pour s'affranchir des injonctions morales et des règles collectives.
- Subventionner les énergies renouvelables pour que leur prix concurrence celui des énergies fossiles et multiplier les aides d'État dans les investissements à visée écologique.

Subventions en tous genres et aides d'État reviennent en définitive très cher ainsi que le montre le scénario national « *bas carbone* » (2016), de l'ordre de 32 à 85 milliards d'euros par an ! Cela signifie d'accroître très fortement la pression fiscale sur tous les citoyens, y compris les plus modestes, comme on le voit avec le scénario national « *bas carbone* » sans que les résultats soient garantis³.

Notons que ces actions politiques doivent aussi compter avec le très puissant secteur des économies fossiles (pétromonarchies et compagnies pétrolières). Celui-ci est à même de « *casser* » les nouvelles énergies en baissant ses prix comme cela s'est déjà vu après les chocs pétroliers de 1978 et 2008. Aussi longtemps que les énergies fossiles et en premier lieu le pétrole et le gaz de schiste seront abondants et bon marché, ne nous faisons donc pas d'illusion sur la « *transition écologique* »⁴...

³ Le scénario national « *bas carbone* » dans l'impasse

Le [scénario national bas carbone \(2016\)](#) propose aux Français de concentrer tous leurs efforts dans la « *décarbonation* » de leurs activités pour aboutir à la neutralité carbone en 2050 ! Il s'agit de porter de 32 milliards d'euros par an à 45/85 milliards d'euros par an les investissements dédiés à la « *transition énergétique et climatique* » (bâtiments, transports, énergie). C'est un scénario non pas utopique mais ubuesque car, d'une part, si l'on s'y engageait pour de bon, on imposerait aux entreprises nationales des contraintes fiscales et réglementaires qui auraient vite fait de les livrer à la merci de leurs concurrentes chinoises, étasuniennes ou allemandes, libres de toute contrainte ; d'autre part, à supposer qu'au prix de gros sacrifices, l'on arrive malgré tout à la neutralité carbone de la France en 2050, le réchauffement climatique planétaire se poursuivrait au même rythme que précédemment, la France ne contribuant aux émissions carbone que pour 1% environ et les grands États n'ayant aucune envie de s'engager dans un régime de contrainte à la française... Ne soyons donc pas surpris que les entreprises françaises et les gouvernements eux-mêmes traînent les pieds face aux objectifs qu'ils se sont eux-mêmes fixés ; ils en mesurent consciemment ou inconsciemment l'absurdité.

⁴ Rareté, prix élevé et rupture technologique : le précédent du charbon

Le bas prix des énergies fossiles et l'**immaturité des énergies dites « renouvelables »** rendent donc illusoire le remplacement des premières par les secondes, au moins à l'horizon de ce siècle. La lutte contre le réchauffement climatique implique donc de **poursuivre notre croissance économique avec des solutions sobres en énergie** (toutes les énergies sont concernées, la démonstration étant loin d'être faite de l'immunité écologique de l'une ou l'autre des énergies dites « renouvelables » comme on le verra plus loin).

Une fois posé le diagnostic, les remèdes en découlent d'eux-mêmes : en premier lieu **relever fortement le prix de l'énergie** afin que les citoyens et les entreprises privilégient en toutes choses les alternatives économes en énergie ; en second lieu, **défaire toutes les législations qui encouragent la prédation et le gaspillage d'énergie** : agro-industrie, étalement urbain ou « *rurbanisation* » etc.

Une « *taxe énergie* » intégralement redistribuée

Comment pouvez-vous songer à augmenter le prix de l'énergie ? nous direz-vous. De nouvelles taxes ? C'est la révolution assurée ! Les populations ne supportent plus d'être pressurées par le fisc !...

C'est tout à fait vrai. Aussi excluons-nous la démarche actuelle qui consiste à utiliser le produit des taxes sur l'énergie pour alléger la dette de l'État, aider certaines catégories sociales revendicatives ou encore subventionner des affairistes engagés dans la « *transition énergétique* » avec des résultats incertains. Les contribuables n'ont que faire par exemple de financer par leurs impôts et taxes la construction d'éoliennes, l'importation de panneaux photovoltaïques ou l'acquisition de véhicules électriques par des ménages aisés.

Au lieu de cela, nous préconisons **une solution incitative et même populaire** : une taxe sur les énergies primaires, payée par les producteurs d'énergie (EDF, compagnies pétrolières etc.) et *toute entière redistribuée* aux citoyens sous la forme d'une allocation forfaitaire mensuelle. Il s'agit que l'augmentation du prix de l'énergie et des produits énergivores soit toute entière *compensée* par cette allocation.

Ainsi chacun pourra-t-il librement arbitrer entre deux options sans altérer son niveau de vie :

- Ne rien changer à son mode de vie en finançant avec l'allocation forfaitaire le surcoût de ses consommations induit par la taxe sur l'énergie : plus cher le carburant auto ? Pas grave, la différence de prix sera compensée par l'allocation mensuelle !
- Se réorienter vers des consommations moins énergivores et donc moins coûteuses et ainsi bénéficier d'un reliquat de revenu qui lui permettra d'augmenter son niveau de vie : plus cher le carburant auto ? Je laisse la voiture au garage pour les très petites distances et l'allocation mensuelle me laisse un bénéfice qui paie des soirées restaurant ou spectacle, tant mieux !

Comme chaque être humain est en dernier ressort mû par la recherche de son intérêt personnel, soyons assurés que tous les gens sensés s'orienteront vers la deuxième option. Faisons donc confiance aux citoyens et à nous-mêmes et laissons chacun décider de **consommer plus ou moins « vert » sans perte de revenu**.

Nous verrons qu'une taxe énergie de **50 centimes pour 10 kWh** rapporte au fisc un minimum de 80 milliards d'euros. C'est un montant certes élevé mais du même ordre de grandeur que les investissements projetés par le gouvernement français au titre de la « *transition énergétique et climatique* » ! Si, au lieu d'être noyé dans le budget de l'État (désendettement, administrations, subventions, investissements...), ce montant est intégralement redistribué par le fisc à chaque

Toutes les ruptures technologiques antérieures se sont faites sous la pression des prix. Ainsi, la révolution du charbon s'est produite au XVIIIe siècle parce que les ressources forestières ne suffisaient plus aux besoins de l'industrie naissante. L'exploitation du charbon a pu se développer dans un contexte où le bois et le charbon de bois, de plus en plus rares, se faisaient aussi de plus en plus cher. Même chose au siècle suivant avec le pétrole. Il est arrivé à point nommé pour remplacer... les bougies et chandelles, devenues inabordable.

ménage, il s'ensuit une allocation forfaitaire de **110 euros par mois** à chaque adulte et 60 euros par mois par enfant mineur !

Avec ce supplément de revenu, chaque ménage peut compenser le surcroît de dépenses occasionné par la taxe sur l'énergie et se réorienter autant qu'il le souhaite vers un mode de vie moins énergivore, pour le plus grand bénéfice de la planète. Grâce à l'allocation forfaitaire, ceux qui ont besoin d'une voiture du fait de l'éloignement de leur travail continueront de l'utiliser sans être pénalisé en termes de revenu. Mais dans de nombreux autres cas, les produits sobres en énergie deviendront plus attractifs... Si par exemple, la taxe sur le fioul enchérit de 50 centimes le kilo de tomates de serres, les tomates muries au soleil et en pleine terre apparaîtront plus abordables à beaucoup de consommateurs !

Tout bien considéré, la *taxe énergie redistribuée* relève d'une démarche tout à fait opposée à la « *transition énergétique et climatique* » suggérée par les gouvernants français. Dans le cadre d'une économie de marché libre et soumise aux réglementations strictement nécessaires, elle s'en tient à relever le prix de l'énergie et laisse les citoyens et les entreprises suivre leur intérêt personnel, sachant que celui-ci les orientera naturellement vers les consommations les moins énergivores. Si la taxe pénalise certaines entreprises par rapport à leurs concurrentes étrangères, l'État peut intervenir soit en allégeant l'impôt sur les sociétés, soit en instaurant une taxe temporaire sur les importations concernées.

Au final, le pays peut trouver le chemin d'une croissance économique vigoureuse mais décarbonée, avec l'avantage d'importer moins de produits énergétiques et d'améliorer ainsi spontanément sa balance commerciale. Son exemple peut très vite faire tache d'huile en Europe et dans le reste du monde en montrant que la croissance économique est parfaitement compatible avec une énergie chère et une décroissance des consommations énergivores. Au pire, si les autres pays sont réticents à comprendre le message porté par les Français, ceux-ci gagneront néanmoins de libérer leur pays de tous les mauvais côtés de la civilisation du pétrole : saturation automobile, bruit et pollution, alimentation frelatée issue de l'agro-industrie, recul de la biodiversité et des sols naturels...

Nous détaillerons plus loin les [modalités d'application de la taxe](#) (bien plus simples que pour une énième loi sur les véhicules polluants). Nous montrerons aussi comment cette taxe peut enclencher un processus vertueux en encourageant chacun à redoubler d'efforts d'une année sur l'autre, sans perte de revenu. Nous montrerons enfin comment son application dans un pays (la France) peut rapidement faire école sans compter qu'elle peut améliorer la balance commerciale et les performances économiques du pays pionnier.

Ne s'arrêtant pas à la mise en place de la *taxe énergie redistribuée*, l'État doit défaire les lois et règlements qui encouragent la prédation. Il doit réorienter la législation de façon à encourager les pratiques les plus sobres en énergie, sans entraver la croissance économique ni la compétitivité des entreprises.

La législation doit être en tous points incitative et non contraignante. Si un ménage souhaite une maison ouverte à tous les frimas, s'il ne se déplace qu'en voiture et ne rêve que de vacances aux antipodes, libre à lui. Mais telle une « *main invisible* » et bienveillante, la loi doit lui montrer des alternatives sobres plus attirantes et surtout moins coûteuses. Elle doit inciter chacun à s'établir au plus près des villes, des bourgs et des bassins d'emploi. Elle doit aussi permettre aux paysans respectueux de l'environnement de concurrencer les agro-industriels et aux industriels nationaux de rivaliser avec les importations de l'autre bout du monde...

Les solutions sont à notre portée. De nature essentiellement fiscale, elles sont indolores et souriantes, même si cela peut surprendre. Elles sont porteuses d'espérance et de nature à rendre confiance en l'Homme et en la Nature. Elles peuvent être conduites pays par pays, avec un avantage concurrentiel et moral pour le pays qui ouvrira la voie aux autres. Un pays comme la France a la taille et la capacité d'engager ce combat sans attendre le consentement de ses voisins européens. Elle peut y gagner au minimum de rééquilibrer sa balance commerciale en

réduisant ses importations énergétiques, au mieux d'améliorer notablement les conditions de vie de ses habitants... et de convaincre ses voisins et le reste de la planète de suivre son exemple.

Il n'y manque que la volonté politique et pour les citoyens l'audace de s'engager dans ce combat par leur vote et par un soutien sans faille aux élus et aux gouvernants qui auront le courage d'affronter le vieux monde des corporations et des multinationales avides de profits à court terme... [Lire la suite](#)

Joseph Savès,

Paris, 15 septembre 2019